

Table des matières

La force majeure dans le droit commun des obligations contractuelles	7
Jean-François GERMAIN, Yannick NINANE et Jean VAN ZUYLEN	
Introduction	7
Section 1.	
La force majeure	8
Sous-section 1. Notion	8
Sous-section 2. Conditions d'application	10
A. Survenance postérieure à la naissance du contrat	10
B. Absence de faute du débiteur	11
C. Impossibilité d'exécution	29
D. Cas d'application	43
Sous-section 3. Preuve de la force majeure	47
Sous-section 4. Effets de la force majeure	48
A. Effets sur l'obligation inexécutée	48
B. Effets sur le contrat	51
Sous-section 5. Clauses de force majeure	58
Section 2.	
La théorie de l'imprévision	59
Sous-section 1. Notion et fondement	60
A. Définition	60
B. Fondements avancés	63
Sous-section 2. Rejet par la doctrine et la jurisprudence majoritaires	65
Sous-section 3. Tempéraments	67
A. Remèdes du droit commun	67
B. Des brèches dans le rejet de l'imprévision	75
Conclusion	77

Force majeure, état de nécessité et imprévision en droit commercial	
Des justifications à la violation de la loi ou du contrat	81
Eric FELTEN	
Introduction	81
Section 1.	
Le concept de base : la force majeure	83
Sous-section 1. L'imprévisibilité	84
Sous-section 2. L'impossibilité	86
Section 2.	
Force majeure et état de nécessité	87
Section 3.	
Force majeure et imprévision	100
Comment pouvons-nous conclure ?	130
La force majeure en droit de la procédure : un moyen au secours des justiciables forclos ?	135
Xavier TATON et Gaëlle ELOY	
Introduction	135
Section 1.	
La jurisprudence admet plusieurs catégories d'événements extérieurs, indépendants et imprévisibles	139
Sous-section 1. La maladie du justiciable	140
Sous-section 2. L'absence du justiciable de son domicile	142
Sous-section 3. Le mauvais acheminement du courrier	143
Sous-section 4. La faute du mandataire	145
Sous-section 5. L'impossibilité non fautive dans le chef du mandataire	149
Sous-section 6. Les autres événements invoqués	150
Section 2.	
L'acte tardif peut être justifié même lorsque le cas de force majeure n'a existé que pendant une partie du délai	151
Sous-section 1. L'impossibilité peut ne couvrir qu'une partie du délai si elle survient en fin de délai	153

Sous-section 2. La force majeure peut-elle proroger en début de délai et suspendre en fin de délai?	158
Sous-section 3. Il n'y a pas lieu de changer la dynamique du moyen déduit de la force majeure en droit de la procédure	164
Conclusion	165
La force majeure en droit administratif : balises théoriques et illustrations	167
Renaud SIMAR, Delphine DE JONGHE et Maxime VANDERSTRAETEN	
Introduction	167
Section 1.	
Force majeure et contentieux administratif	172
Sous-section 1. Balises théoriques : respect des délais et sanctions	172
A. La prescription du recours	172
B. L'écartement des débats	173
C. La présomption de véracité	173
D. La présomption de perte d'intérêt	173
E. La présomption de désistement d'instance	173
F. L'application de la procédure accélérée d'annulation	174
Sous-section 2. Force majeure et contentieux administratif : illustrations	176
A. Fermeture exceptionnelle des bureaux de poste	176
B. Erreur ou négligence des services postaux	179
C. L'ignorance, l'erreur ou la négligence de la partie qui se prévaut de la force majeure	180
D. Difficultés internes d'organisation	182
E. Maladies et absences	184
Sous-section 3. Essai de synthèse	185
Section 2.	
Force majeure et droit administratif matériel	187
Sous-section 1. Force majeure et contrats de l'administration	188
A. Force majeure et choix de la procédure de passation	189
B. Force majeure et dépôt de l'offre par un soumissionnaire	192
C. Force majeure et exécution des contrats de l'administration	196
Sous-section 2. Force majeure et action (ou inaction...) unilatérale de l'administration	200
A. Force majeure et illégalités commises par l'administration	201
B. Force majeure et responsabilité extracontractuelle de l'administration	203
Conclusion	211
ANTHEMIS	311

La force majeure en droit pénal	213
Paul DHAEYER	
Introduction	213
Section 1.	
Définition et éléments constitutifs	214
Sous-section 1. La contrainte physique	215
Sous-section 2. La contrainte morale et son effet sur le libre arbitre	216
Sous-section 3. Le caractère imprévisible et imprévu de l'événement constitutif de force majeure	217
Sous-section 4. L'événement doit être exempt de toute faute antérieure du débiteur	219
A. L'absence fautive d'action positive	220
B. La négligence	220
C. Les rapports entre la force majeure et l'erreur invincible	221
D. L'usage d'alcool ou de drogue	223
Section 2.	
Application dans le droit pénal spécial	224
Sous-section 1. Droit pénal de l'environnement	224
Sous-section 2. En droit pénal social	225
Sous-section 3. Le droit pénal du roulage	227
Section 3.	
La force majeure en droit de la procédure pénale	227
Sous-section 1. <i>Antigone</i> : un cas particulier de force majeure procédurale?	227
Sous-section 2. La détention préventive et la force majeure	228
Sous-section 3. Le non-respect de délais de recours en raison d'un cas de force majeure	230
Section 4.	
La preuve de la force majeure	232
Conclusion	233

La force majeure en droit du travail	235
Steve GILSON, France LAMBINET et Aurélie ROGER	
Introduction	235
Section 1.	
Aperçu général de la force majeure en droit du travail	237
Sous-section 1. Définition	237
A. Le concept civiliste de la force majeure	237
B. La force majeure en droit social	238
Sous-section 2. Conditions	241
A. L'événement est inévitable et imprévisible	241
B. L'événement est insurmontable et rend l'exécution impossible	242
C. Le débiteur n'a commis aucune faute dans sa survenance	243
Sous-section 3. Effets	244
A. L'effet exonératoire de responsabilité	244
B. L'effet suspensif de la force majeure	245
C. L'effet extinctif de la force majeure	247
Sous-section 4. Les dispositions particulières du droit du travail	248
A. Consécration de la force majeure temporaire	248
B. Exclusion de certaines causes de force majeure et création de causes de suspension	248
C. Consécration de l'effet extinctif de la force majeure	249
Sous-section 5. Constat de la force majeure	250
A. L'effet automatique de la force majeure	250
B. La nécessité de constater la force majeure	252
Sous-section 6. Preuve de la force majeure	254
A. Charge de la preuve	254
B. Modes de preuves	254
C. Appréciation souveraine du juge – contrôle par la Cour de cassation	254
Sous-section 7. Conséquences d'un constat erroné de la force majeure	254
Section 2.	
La question de la force majeure dite médicale	255
Sous-section 1. La notion de force majeure médicale	255
Sous-section 2. La référence au travail convenu	257
Sous-section 3. Les aménagements raisonnables en matière de discrimination	258
Sous-section 4. L'obligation de reclassement : l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs	260
A. Le cadre général de l'arrêté royal du 28 mai 2003	261
B. Exposé de la procédure	261
C. Les conséquences de l'obligation de reclassement	263

D. Obligation de reclassement et force majeure médicale	264
Sous-section 5. Le nouvel article 34 de la loi du 3 juillet 1978	268
A. Le contexte de l'élaboration de l'article 34	268
B. Du principe et des exceptions: que retenir?	269
C. Des procédures à venir	270
D. Une force majeure conditionnée à un constat d'impossibilité de reclassement	272
Sous-section 6. Règles relatives à la preuve	274
Conclusions	277
Aide sociale aux étrangers en séjour précaire : retour sur un ping-pong institutionnel persistant...	279
Auréliе TOUSSAINT et Ivan BOUIOUKLIEV	
Introduction	279
Section 1.	
L'aide sociale	280
Sous-section 1. Champ d'application personnel de la loi du 8 juillet 1976	280
Sous-section 2. Notion de dignité humaine	281
Sous-section 3. La notion en jurisprudence	282
Sous-section 4. La notion d'état de besoin	282
Section 2.	
L'aide sociale et la question de la nationalité	283
Sous-section 1. L'aide sociale aux demandeurs d'asile	284
A. Évolutions législatives	285
B. Les arrêts de la Cour constitutionnelle	287
C. L'article 57, § 2, après les interventions de la Cour constitutionnelle	288
D. Les lois du 15 septembre 2006	289
Sous-section 2. La situation de l'étranger en séjour illégal	290
A. Chronologie de la matière	290
B. Procédure d'octroi selon l'arrêté royal du 24 juin 2004	292
C. La constitutionnalité de l'arrêté royal de 2004	294
Section 3.	
L'aide sociale, à défaut d'aide matérielle	294
Sous-section 1. Les demandeurs d'asile	294
Sous-section 2. Les familles en séjour illégal	296
A. La saturation du réseau, un cas de force majeure	297
B. <i>Quid</i> de la saturation du réseau actuellement?	299
Conclusion	307